

---

## JUILLET 1989

**Nouvelle Révolution à l'Est ■ Désarmement et sécurité européenne ■ L'Europe jusqu'où ? ■ Les déséquilibres de l'économie mondiale.**

### **Nouvelle Révolution à l'Est**

Quatre ans après l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev<sup>1</sup>, il n'est plus possible de douter qu'une nouvelle révolution, d'apparence pacifique, secoue l'Union soviétique. Devant l'ampleur de l'événement, on admire d'abord l'exceptionnel talent de l'homme qui a sorti son immense pays de la torpeur totalitaire où il avait sombré. Il paraît vraisemblable que les nouvelles orientations ont été décidées collectivement et que, par conséquent, la *perestroïka* (restructuration ou transformation) est moins un *one man show* qu'un choix délibéré du bureau politique dans son ensemble. Mais comment ne pas être subjugué par la classe d'un homme d'État, aussi maître de lui dans son expression physique et verbale – alors que tout tourbillonne dans son empire –, aussi présent au dehors comme au-dedans, aussi artiste dans sa politique étrangère ? Comment ne pas admirer ce tour de prestidigitation ? Voilà un *apparatchik* communiste quinquagénaire, formé sous Staline<sup>2</sup>, carriériste conforme à son temps, celui de Khrouchtchev<sup>3</sup> et de Brejnev<sup>4</sup>, qui a réussi à émerger sur la scène internationale, avec les apparences de l'homme politique occidental le plus accompli et le plus rôdé aux règles des relations publiques et de la communication.

- 
1. Dernier Secrétaire général du PCUS (à partir de 1985) et dernier président de l'URSS (1990-1991). Prix Nobel de la paix 1990.
  2. Staline (1879-1953). Secrétaire général du Comité central du PCUS, 1922-1953.
  3. Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev (1894-1971). Premier secrétaire du PCUS (1953-1964).
  4. Leonid Illitch Brejnev (1906-1982). Premier secrétaire (1964) puis Secrétaire général du PCUS (1966-1982).

Du coup, comment ne pas se prendre à espérer que le chapitre de l'après-guerre va se refermer et, avec lui, la division de l'Europe, la peur de la guerre et la hantise d'un anéantissement de la civilisation par l'arme nucléaire ? Comment ne pas rêver d'une Europe, de l'Atlantique à l'Oural et peut-être même au-delà, où toute perspective de guerre entre ses membres deviendrait aussi invraisemblable qu'aujourd'hui entre les pays de notre Communauté économique européenne ? Le dégel largement entamé en Pologne et en Hongrie, la marche vers la démocratie pluraliste dans ces pays, que les plus optimistes n'auraient pas osé envisager il y a cinq ans et moins, ne préfigurent-ils pas un avenir meilleur, celui d'une Communauté paneuropéenne démocratique et pacifique ? Pour favoriser ce processus et l'accélérer, ne convient-il pas, de toutes nos forces, d'aider Gorbatchev et les pays de l'Est à accomplir leur révolution ? Que pouvons-nous faire pour cela ?

En ce mois de juillet 1989, je voudrais tenter d'esquisser quelques réponses à ces questions, laissant au temps le soin de préciser, de confirmer ou de rejeter certaines hypothèses ou propositions.

On connaissait les difficultés économiques de l'Union soviétique, conséquences d'une approche idéologique de la gestion des ressources rares. Jamais, à une telle échelle, l'homme n'avait cherché à soumettre le réel à une vue de l'esprit. Mais le système, aussi monstrueux qu'il était, fonctionnait *cabhi-caba*. Le complexe militaro-industriel, l'industrie spatiale étaient même particulièrement performants. Dans la sphère civile, un minimum de flexibilité se manifestait grâce à l'économie souterraine, sans parler des passe-droits et de la corruption. La nouvelle direction soviétique a voulu affronter le formidable problème suivant : comment passer d'une économie bureaucratique et centralisée à une économie sociale de marché (je fais allusion au concept allemand de *Soziale Marktwirtschaft*) ; comment passer – pour utiliser le vocabulaire en usage chez les économistes soviétiques – d'une croissance « extensive » à une croissance « intensive » ; comment réamorcer une pompe rouillée depuis soixante-dix ans ?

Réformer est toujours un art difficile et plus encore lorsqu'on a trop tardé. Tocqueville reste en la matière le guide le plus sûr, et l'ironie de l'histoire fait que les marxistes d'aujourd'hui doivent s'intéresser désormais à l'œuvre du grand penseur libéral. Le clan de Gorbatchev a jugé qu'il n'y avait aucune chance de réussir la *perestroïka* économique sans une réforme en profondeur des mécanismes politiques de l'Union

soviétique, autrement dit sans introduire davantage de « transparence » (*glasnost*) et de « démocratisation ».

On peut estimer – mais cela n'est pas certain et il est beaucoup trop tôt pour en juger – que les événements de Pékin lui ont donné *a posteriori* raison. La Chine a choisi de libéraliser l'économie mais moins la politique, ce qui – à travers une série d'épisodes troublants et mal connus – a conduit au drame de la place Tiananmen<sup>1</sup>. L'avenir dira si la nouvelle direction chinoise saura appliquer avec succès le précepte de Bismarck – « réprimez d'abord, réformez ensuite » – c'est-à-dire, si elle pourra engager la libéralisation de la vie politique tout en poursuivant un essor économique incontestable, et cela avec un minimum d'ordre.

En ce qui concerne l'URSS, la difficulté provient de ce que, jusqu'ici, les réformes économiques n'ont pas produit de résultats. Au contraire, en détruisant un système mauvais mais viable, à sa manière, sans lui substituer, ne serait-ce qu'à l'état catalytique, une organisation nouvelle opérationnelle, les Soviétiques n'ont fait qu'aggraver les choses. Il suffit d'écouter Mikhaïl Gorbatchev et de s'informer du courrier des lecteurs dans la presse soviétique, ou de consulter les exportateurs vers l'URSS. D'ailleurs, n'importe quel voyageur peut constater la dégradation de la vie courante dans ce pays depuis quelques années. La pénurie des produits de première nécessité est alarmante. En même temps, la libéralisation politique permet aux mécontentements de s'exprimer – très récemment, au moment où j'écris ces lignes, par les grèves de mineurs en Sibérie.

Le grand art de Mikhaïl Gorbatchev est de parvenir à récupérer tous ces mouvements pour se présenter comme l'allié du peuple contre les « réactionnaires » de l'appareil. Il s'agit de sauver le Parti communiste, il s'agit de sauver l'URSS. Le chef de l'État soviétique sait en effet admirablement lier ces deux thèmes, le second étant vraisemblablement, dans la conscience populaire, plus puissant que le premier. Il a, par exemple, utilisé cette technique à l'occasion du scrutin pour le Congrès des députés du peuple. Il vient d'y recourir face à des grèves.

Mais le talent de Mikhaïl Gorbatchev ne suffira pas à reporter indéfiniment le moment où, pour survivre politiquement, il lui faudra soit

---

1. Référence à la violente répression par l'armée chinoise d'une manifestation étudiante en faveur de la liberté, le 4 juin 1989.

enregistrer des progrès économiques objectifs soit recourir à la manière forte. Déjà, actuellement, on ne doit pas confondre le relatif succès du maître du Kremlin auprès de l'intelligentsia moscovite avec un enthousiasme populaire pour sa personne. Le citoyen demeure sceptique ; il ne s'y retrouve plus entre le langage d'hier et celui d'aujourd'hui, et parfois il en vient même à regretter l'époque de Staline ! Ceux qui luttent quotidiennement pour leur survie matérielle ne sont pas les plus sensibles au langage de la philosophie des Lumières.

En fait, la grande réussite de Gorbatchev n'est pas auprès de son peuple, mais auprès de l'opinion publique occidentale. Tout se passe comme si le chef de l'État soviétique comptait sur les Occidentaux pour arranger ses affaires, c'est-à-dire pour gagner du temps.

À présent, l'observateur le plus optimiste a du mal à discerner les signes d'un retournement favorable de la situation économique. Les autorités ont repoussé *sine die* la réforme des prix de peur qu'elle n'engendre le chaos social à travers l'inflation, le chômage et l'explosion des inégalités. Les économistes soviétiques se demandent comment réduire un déficit budgétaire évalué à 100 milliards de roubles. Ils évoquent la nécessité d'une politique monétaire plus stricte, pour éviter le dérapage du niveau général des prix (officiellement de 2 ou 3 %, en fait peut-être de 8 % ou plus). Ils n'excluent pas la possibilité d'une hyper-inflation. Aujourd'hui, les références et les concepts de ces économistes ne se distinguent plus des nôtres. Cela est piquant pour qui se souvient, il n'y a pas si longtemps, de la critique marxiste de l'économie politique dite bourgeoise. Désormais, les experts soviétiques ne s'y prennent pas autrement que nous pour raisonner sur la bonne combinaison entre politiques monétaire et budgétaire. Pour réduire le déficit budgétaire, ils envisagent de couper les investissements productifs, trop souvent inefficaces, de réduire les subventions aux « canards boiteux », ainsi que les dépenses militaires et spatiales (« pas de dépenses grandioses », disent-ils volontiers). Nicolaï Chmelev<sup>1</sup> ou Abel Aganbegyan<sup>2</sup> estiment que l'État pourrait accroître sensiblement ses recettes en libéralisant la vente d'alcool, en cédant les terrains et les appartements et même, en partie, la propriété industrielle, à travers l'introduction d'un système d'actionnariat populaire. En matière monétaire, ils voudraient

---

1. Économiste.

2. Principal conseiller économique de Mikhaïl Gorbatchev.

porter le taux d'intérêt à 11 % au moins. Ce n'est qu'après la mise en œuvre de ces mesures qu'on pourrait envisager une réforme des prix.

Rien n'indique, en tout cas, que la direction soviétique soit prête à s'engager dans un tel programme. Tout suggère qu'elle tergiverse sur la direction à suivre. En attendant, et sauf exception, les entreprises occidentales les mieux disposées à coopérer avec les Soviétiques, typiquement sous la forme de *joint ventures*, se heurtent aux obstacles les plus insensés. Ne cite-t-on pas l'exemple d'un bateau chargé de machines-outils allemandes, payées au comptant en devises fortes, qui attend depuis quatre ans son déchargement dans le port de Leningrad ?

Pendant longtemps, les Soviétiques ont refusé de s'endetter à l'extérieur. Il semble bien qu'aujourd'hui Mikhaïl Gorbatchev envisage de récolter les fruits de sa popularité dans les pays occidentaux et de changer de politique. On annonce l'importation massive (pour le montant de 10 milliards de roubles) de biens de consommation. Non couplée avec un programme crédible de réformes structurelles, une telle mesure en appellerait d'autres similaires, et ne pourrait que conduire l'Union soviétique à s'endetter sans espoir de remboursement. N'oublions pas comment, dans les années soixante-dix, une douce euphorie a provoqué l'explosion de la dette polonaise et hongroise. Aujourd'hui, l'endettement extérieur des pays d'Europe de l'Est s'élève à 100 milliards de dollars. On imagine aisément les montants astronomiques que pourrait absorber une Union soviétique saisie par la fièvre des crédits. Les excellents analystes qui circulent dans les allées du pouvoir moscovite expliquent sans doute à leurs autorités cette vérité élémentaire : au-delà d'un certain niveau, c'est l'emprunteur qui tient le prêteur en son pouvoir et non l'inverse. Merveilleuse logique du système capitaliste qu'il ne s'agit que d'exploiter, à la faveur du remarquable travail de relations publiques accompli par Mikhaïl Gorbatchev et son équipe, dont la dernière manifestation, au moment où j'écris, est l'irruption du Kremlin dans le sommet de l'Arche<sup>1</sup> !

En principe, nous pourrions envisager de faire crédit à l'URSS en contrepartie d'engagements précis sur la politique économique du pays. Mais une telle approche est irréaliste. La tâche est si vaste qu'on voit mal des experts extérieurs la guider ; surtout, il est impensable qu'un grand pays ombrageux comme l'Union soviétique accepte de

---

1. Sommet du G7 tenu à Paris en juillet 1989.

renoncer à son indépendance, pas plus que les États-Unis ne se soumettraient aux injonctions du Fonds monétaire international pour réduire leurs déficits. Dans l'état actuel des choses, le FMI ne songerait d'ailleurs pas à se livrer à une telle incongruité. La « conditionnalité » s'applique aux petits, jamais aux grands.

Ma conclusion est que les Occidentaux devraient rester extrêmement prudents. Trop de déséquilibres économiques ont grandi au cours des quinze dernières années. Évitions d'en ajouter de nouveaux. Qu'on n'invoque pas, ici, les vertus du libéralisme : l'endettement de l'Amérique latine, par exemple, est né du comportement grégaire des banques privées à une certaine époque. Ce n'est pas parce que tout le monde suit la même voie à un moment donné que cette voie est bonne ou juste. On pourrait cependant concevoir d'aider (à fonds perdus) Mikhaïl Gorbatchev à gagner du temps, par exemple sous la forme d'une aide alimentaire. Encore faudrait-il être sûr que les citoyens soviétiques bénéficiaires connaissent l'origine du blé ou du sucre dont nous leur ferions cadeau. Sur un autre plan, il me paraîtrait absurde d'« aider » Mikhaïl Gorbatchev si nous n'obtenions pas des concessions tangibles en matière militaire ou régionale, ses seules monnaies d'échange. En ce qui concerne la coopération culturelle ou les échanges éducatifs, il est bon que des actions soient entreprises pour favoriser, dans les pays occidentaux, la formation de gestionnaires soviétiques. Bénéfiques à terme, de telles actions ne peuvent pas contribuer à la solution des problèmes pratiques et immédiats de l'économie soviétique.

On ne peut, en tout cas, exclure l'éventualité d'un échec de Mikhaïl Gorbatchev, qui conduirait à son éviction, à un raidissement, voire à un changement radical de sa politique. Cette hypothèse est d'autant moins invraisemblable que la ligne suivie depuis quatre ans a non seulement stimulé l'agitation sociale mais a libéré des forces, potentiellement redoutables, qui se manifestent dans les rivalités ethniques ou religieuses (Karabakh, Abkazie, Géorgie...) et plus généralement dans le réveil des nationalités (pays baltes). Le risque d'un débordement paraît très sérieux pour l'équipe en place, mais un homme politique aussi pragmatique que Mikhaïl Gorbatchev se laissera-t-il aisément ensevelir ? L'histoire est remplie d'exemples de leaders qui, pour survivre, ont inversé leurs politiques. Comme la raison d'État ne s'identifie pas à la morale commune, le tribunal du temps ne condamne pas toujours leurs volte-face.